**Demande de décision préjudicielle présentée par le/la Tribunale di Milano (Italie) le 28 juin 2018 —
FR/Ministero dell'interno — Commissione Territoriale per il riconoscimento della Protezione
Internazionale presso la Prefettura U.T.G. di Milano**

(Affaire C-422/18)

(2018/C 311/10)

Langue de procédure: l'italien

Jurisdiction de renvoi

Tribunale di Milano

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: FR

Partie défenderesse: Ministero dell'interno (ministère de l'Intérieur) — Commissione Territoriale per il riconoscimento della Protezione Internazionale presso la Prefettura U.T.G. di Milano (commission territoriale pour la reconnaissance de la protection internationale près la préfecture — bureau territorial du gouvernement — de Milan)

Question préjudicielle

Le principe de coopération loyale et les principes d'équivalence et de protection juridictionnelle effective, visés à l'article 4, paragraphe 3, et à l'article 19, paragraphe 1, TUE, ainsi que l'article 47, alinéas 1 et 2, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, et la directive 2013/32/UE⁽¹⁾ (en particulier ses articles 22 et 46) doivent-ils être interprétés dans le sens que: a) le droit de l'Union européenne impose que le recours, lorsque le droit national le prévoit pour les procédures portant sur le rejet d'une demande de reconnaissance de la protection internationale, ait automatiquement un effet suspensif; b) ils s'opposent à une procédure comme celle italienne (article 35 bis, paragraphe 13, du décret législatif n° 25/2008, tel que modifié par le décret-loi n° 13/17, converti dans la loi n° 46/17) dans laquelle l'autorité juridictionnelle saisie par le demandeur d'asile — dont la demande a été rejetée par l'autorité administrative chargée d'examiner les demandes d'asile et par le tribunal de première instance — ne peut prendre en considération, pour rejeter la demande de suspension de la décision négative, que le caractère fondé ou non des moyens du recours contre cette décision, rendue par le juge appelé à statuer sur la suspension lui-même, et non le danger d'un préjudice grave et irréparable?

⁽¹⁾ Directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil, du 26 juin 2013, relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (JO 2013, L 180, p. 60).

**Demande de décision préjudicielle présentée par le Tribunale Amministrativo Regionale per il
Veneto (Italie) le 27 juin 2018 — Italy Emergenza Cooperativa Sociale, Associazione Volontaria di
Pubblica Assistenza «Croce Verde»/Ulss 5 Polesana Rovigo, Regione del Veneto**

(Affaire C-424/18)

(2018/C 311/11)

Langue de procédure: italien

Jurisdiction de renvoi

Tribunale Amministrativo Regionale per il Veneto

Parties dans la procédure au principal

Parties requérantes: Italy Emergenza Cooperativa Sociale, Associazione Volontaria di Pubblica Assistenza «Croce Verde»

Parties défenderesses: Ulss 5 Polesana Rovigo, Regione del Veneto

Questions préjudicielles

- 1) Convient-il d'interpréter l'article 10, sous h), et le considérant 28 de la directive 2014/24/UE ⁽¹⁾ en ce sens que:
 - a) les services ambulanciers, pour lesquels est rendue obligatoire la présence à bord d'un conducteur secouriste et d'au moins un secouriste disposant des habilitations et compétences démontrées par la fréquentation d'une formation et par la réussite d'un examen sur des matières relatives au secours, et
 - b) les services de transport prévus dans le cadre des niveaux essentiels de prise en charge (LEA) effectués au moyen de véhicules de secours relèvent de l'exclusion visée par cette disposition, ou, au contraire, des services visés aux articles 74 à 77 de la directive citée?
- 2) Convient-il d'interpréter la directive 2014/24/UE en ce sens qu'elle s'oppose à une réglementation nationale prévoyant que, même en l'absence d'urgence,
 - a) les services ambulanciers pour lesquels est rendue obligatoire la présence à bord d'un conducteur secouriste et d'au moins un secouriste disposant des habilitations et compétences démontrées par la fréquentation d'une formation et par la réussite d'un examen sur des matières relatives au secours, et
 - b) les services de transport prévus dans le cadre des niveaux essentiels de prise en charge (LEA), effectués au moyen de véhicules de secours, sont en priorité attribués directement à des associations de bénévolat par voie de convention?

⁽¹⁾ Directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil, du 26 février 2014, sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE (JO 2014, L 94, p. 65).